

1 GENNAIO
1981

ossier europa emigrazione

RIVISTA MENSILE DI INFORMAZIONE E DIBATTITO SUI PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE

de: e

SOMMARIO

es jeunes étrangers et le onde du travail (BIT)	3
migrati in Italia: punto (M.L. Vannicelli)	5
indice di sottosviluppo: le nsioni di invalidità (C. Gerardi)	6
«Torno a casa» (U. Marin)	9
onaca parlamentare (Introna)	10
tualità Svizzera: itenand Initiative e MCI	11
hedda di lavoro	15



CONDA GENERAZIONE:

AVVENIRE
ANCORA

dossier europa

emigrazione

Anno VI - gennaio 1981 - n. 1

Rivista mensile di documentazione e dibattito sui problemi dell'emigrazione, a cura dei CSER (Centri Studi Emigrazione Riuniti)

Comitato promotore

CIEMM

46, rue de Montreuil - 75011 Paris

CSERPE

Oberwilerstr. 112 - 4058 Basel

CSER

Via Calandrelli 11 - 00153 Roma

Gruppo di redazione

G. Baggio, L. Favero, U. Marin, A. Perotti, T. Pozzi, GF. Rosoli, L. Taravella, G. Tassello

Direttore edizione tedesca

Angelo Negrini

Corrispondente CEE

G. Callovi

Grafica

Bruno Murer

Direttore responsabile

Luigi V. Favero

Autorizzazione del Tribunale di Roma,
n. 16.733 del 18 marzo 1977

Iscritto al Registro Nazionale della stampa
in data 22.2.1977 con il n. 1273

ABBONAMENTO

Italia L. 7.000

Esteri L. 9.000

ccp. 57678005 intestato a CSER, Via Calandrelli 11 - 00153 Roma, Tel. (06) 58.27.41 - 58.09.764

presentazione

La didascalia che accompagna il disegno di copertina «Seconda generazione: l'avvenire è ancora il ghetto?», e che apre il primo numero 1981 di dossier Europa emigrazione è motivata dai risultati della ricerca condotta dall'OCDE e presentata a pag. 3: sono quasi 4 milioni i giovani stranieri sotto i 25 anni presenti nei cinque paesi studiati (Francia, Svizzera, Germania, Belgio, Svezia), per i quali l'avvenire si preannuncia ancora assai incerto, all'insegna di molteplici discriminazioni, che rischiano di farne degli handicappati istituzionali, specie in termini di istruzione e di professionalità.

Anche l'Italia, se non mette in cantiere adeguati strumenti di intervento, rischia di ritrovarsi con una situazione sempre più ingarbugliata di mercato di lavoro parallelo, creato dall'immigrazione clandestina: ne fa il punto M.L. Vannicelli.

Una illuminante analisi sui meccanismi che provocano la proliferazione delle pensioni di invalidità e sulle conseguenze della politica assistenziale nelle aree d'esodo è inserita in uno degli ultimi numeri della «Rassegna dell'Economia Lucana», da cui riportiamo alcuni brani che aiutano a capire le condizioni in cui si sviluppa l'emigrazione.

Di estrema attualità è l'incontro tenuto a Olten il 19 gennaio tra il segretario della Mitenand Initiative («Essere Solidali», gruppo di lavoro e di pressione costituitosi in Svizzera per far modificare il nuovo disegno di legge sugli stranieri, arrivato ormai alla votazione finale) e i Missionari Italiani delle MCI di Svizzera: in un comunicato essi spiegano il perchè del pieno appoggio alla «Mitenand Initiative».

Due nuove rubriche arricchiscono, infine, questo numero: «cultura-emigrazione», a cura di U. Marin, che vuole aggiornare su quanto di nuovo produce la letteratura, il cinema e il teatro che si interessano all'emigrazione; «schede di lavoro», uno strumento di ricerca per accostare il complesso fenomeno migratorio in modo piano e discorsivo, utile soprattutto per le scuole.

LES JEUNES ETRANGERS ET LE MONDE DU TRAVAIL



Une recherche statistique...

Dans les cinq pays étudiés, les jeunes étrangers âgés de moins de 25 ans sont au nombre d'environ 3.800.000 et représentent entre moins de 40% (France, Suisse) et près de 50% (Belgique) du total de la population étrangère résidante; par ailleurs, ils constituent entre 6,6% (France) et 15,3% (Belgique) de l'ensemble des jeunes (nationaux plus étrangers) appartenant à la même classe d'âge.

Près de 750.000 d'entre eux sont actifs, soit de 14,3% (France et Suisse) à 22,6% (Belgique) du total des travailleurs étrangers et de 5,8% (France, Allemagne) à 9,9% (Suisse) des actifs (nationaux plus étrangers) du même âge.

En 1978, les jeunes migrants représentaient entre 20% (France) et près de 33% (Suède) du total des étrangers à la recherche d'un emploi et entre 6,1% (France) et 15,9% (Belgique) des jeunes (nationaux et étrangers) dans la même situation.

Enfin, ils sont entre 5,6 (France) et 15,6% (Belgique enseignement francophone uniquement) dans l'ensemble des effectifs scolarisés dans l'enseignement secondaire.

Outre ce constat statistique, l'analyse met en relief de nombreuses caractéristiques dont notamment:

- la propension de plus en plus forte des étrangères à occuper un emploi; dans tous les pays étudiés, la part des immigrées actives dans l'ensemble de la main-d'œuvre étrangère est d'autant plus élevée que les classes d'âge sont

plus jeunes

- dans tous les pays également, le taux d'activité des jeunes étrangers (les deux sexes réunis) est toujours inférieur à celui des jeunes nationaux alors qu'une situation inverse caractérise les travailleurs âgés de plus de 25 ans (graphique)

- une certaine reproduction de la force de travail étrangère en ce sens que les jeunes migrants se retrouvent au début de leur vie active en proportion aussi élevée que leurs pères dans quelques catégories professionnelles, celle d'ouvrier plus particulièrement

- une très grande similitude entre l'évolution du chômage des jeunes (nationaux et étrangers) et celle du chômage des migrants de la seconde génération; en conséquence, chaque fois que la part des demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans progresse ou diminue, celle des jeunes étrangers du même groupe d'âge à la recherche d'un emploi s'inscrit dans la même tendance

- enfin, une présence des jeunes étrangers plus marquée que celle des jeunes nationaux du même âge dans les cycles d'enseignement les plus courts et dans les actions de formation préparant à des métiers où le taux d'implantation étrangère est déjà élevé, et, dans le cas des jeunes filles notamment, sans correspondance avec les besoins d'une société industrialisée.

...juridique...

L'examen de la réglementation relative au séjour et à l'emploi des jeunes migrants a permis de constater les faits suivants quant à leur situation juridique vis-à-vis de l'emploi:

- dans tous les pays étudiés, les jeunes

étrangers venus au titre de l'immigration familiale ou nés dans le pays hôte ont, en droit, la possibilité d'accéder à l'emploi selon les modalités plus ou moins libérales qui, en règle générale, dépendent de la durée de leur séjour avant l'entrée sur le marché du travail et de la nature du titre détenu par le travailleur rejoint au moment où s'opère le regroupement de la famille

- des dispositions permettant un accès sans entrave à l'emploi ont été édictées dans les différents pays, mais il subsiste des cas où les jeunes migrants qui ne remplissent pas les conditions nécessaires pour en bénéficier, n'ont pas l'assurance de pouvoir exercer une activité à l'issue de leur scolarité ou de leur période de formation.

...et qualitative

La recherche bibliographique réalisée à partir des études effectuées sur le thème central du rapport dans les cinq pays a apporté à ce travail une connotation qualitative sur des faits qui échappent à toute appréhension statistique ou réglementaire. Cette prise en compte du vécu quotidien des migrants de la seconde génération est un complément utile aux autres types d'investigation.

Elle a permis dans un premier temps, de vérifier que les aspects dégagés par un examen des statistiques et des textes étaient corroborés par le résultat des travaux menés sur des échantillons et des aires géographiques plus limités. En un mot, l'approche micro-économique, dont on pouvait craindre le côté parcellaire et anecdotique, est venue étayer les conclusions de l'analyse macro-économique, trop détachée, elle, de

4 la réalité. Que ce soit en matière de déroulement de la scolarité, d'absence de qualification, de propension à l'emploi, de type d'activité exercée ou de vulnérabilité au chômage, aucune dissonance n'est apparue entre les deux modes d'évaluation.

En second lieu, cela a permis de compléter le tour d'horizon en éclairant certains aspects qui se prêtent mal (ou pas du tout) à une mesure globale. Ainsi, les études monographiques ont mis en évidence le handicap majeur que constitue une médiocre connaissance de la langue du pays d'accueil non seulement au cours de la période de formation mais également au moment où s'effectue l'entrée dans la vie active, par suite de l'ignorance des filières à suivre, des voies à choisir. De même, ont pu être mieux saisies les conditions de travail — et la perception qu'en ont les intéressés eux-mêmes — le comportement — réservé chez la plupart — vis-à-vis de la mobilité géographique, l'absence ou la faible mobilité sociale et l'attitude — variable suivant les pays — face à la participation syndicale et associative.

Pour compléter ces recherches et donc avoir une vue encore plus précise de la seconde génération, il faudrait étudier plus avant un certain nombre d'éléments: les flux (interne et externe) d'entrée sur le marché du travail, les rémunérations perçues, les modalités réglementaires d'accès à la formation professionnelle et aux services de l'emploi, l'indemnisation en cas de chômage.

Cependant, tel qu'il est, ce rapport présente un aspect novateur et constitue une base suffisamment étayée pour avancer certaines conclusions.

L'amélioration des appareils statistiques nationaux paraît être la condition première pour que l'on puisse affiner le diagnostic. C'est ainsi que l'absence fréquente de la variable «âge» a fait qu'on a dû abandonner plusieurs pistes de recherche. A titre d'exemple, il n'a pas été possible de déterminer ni les types d'emploi, ni les qualifications professionnelles de jeunes migrants entrant sur le marché du travail (à la suite d'une primo-immigration, phénomène désormais rare, mais surtout à un accès à l'emploi à la fin de la scolarité dans le pays d'accueil). Sur ce point, le recours aux statistiques de «stock» n'a été qu'un pis-aller. Cette même lacune a été rencontrée dans plusieurs autres domaines (chômage, formation profes-

sionnelle, etc.).

Par ailleurs, lorsque l'âge était pris en compte, la répartition par classe s'est bien souvent révélée hétérogène d'un pays à l'autre, ce qui constitue un obstacle difficilement surmontable dans une étude comparative, sauf à recourir à des agrégats très larges. Une harmonisation plus grande devrait donc aller de pair avec un affinement de la connaissance statistique.

Une attention particulière devrait être portée au flux interne d'accès au marché du travail, composé de femmes entrées au titre de l'immigration familiale, mais surtout de jeunes nés dans le pays d'accueil ou venus rejoindre le père ou la famille. Ce flux dit «d'admission au travail» constitue désormais la principale source de nouveaux travailleurs, loin devant les primo-migrants actifs. Dans les trois pays où il a pu être nettement identifié, il a vu sa part dans le total annuel des nouveaux actifs augmenter fortement en cinq ans (les chiffres ci-après ne comprennent pas les ressortissants de la CEE ni, pour la France, les Algériens):

- Belgique: en 1978, on dénombre 6.399 admis au travail, soit 62,4% du nombre de permis de travail délivrés au lieu de 5.598 en 1973 (soit 48,7%)
- France: en 1978, on enregistre 46.097 admis au travail soit 82,1% du total des nouveaux actifs étrangers au lieu de 35.515 en 1973 (soit 22,5%).

S'agissant de jeunes, il semble que les pays d'accueil devraient se fixer pour objectif l'élimination des entraves de droit ou de fait (préférence au national, situation de l'emploi, date limite d'arrivée, etc.). Là où le principe ne peut être totalement appliqué, il serait souhaitable que ces enfants bénéficient — dès qu'ils ont réglementairement besoin de détenir des cartes de séjour et de travail — de titres de même durée que ceux d'un travailleur. De même, il apparaît que toute interdiction d'entrée sur le marché du travail après une libre admission au pays en tant que membre de famille débouche sur des attitudes de déviance sociale et de marginalisation. Les pays hôtes qui ont accepté le regroupement des familles devraient par conséquent prendre les dispositions nécessaires pour que les jeunes arrivés à ce titre puissent, l'âge venu, accéder librement à l'emploi.

L'égalité de traitement entre jeunes étrangers et jeunes nationaux en matière d'emploi (préparation à l'exercice d'une profession, accès aux services de

l'emploi, perte de l'emploi) serait d'autant plus justifiée que la conjoncture économique actuelle rend la situation de ceux-là plus difficile que celle vécue par leurs pères. En effet, l'absence fréquente de qualification, pour toutes les raisons que nous avons vues, les destine à occuper des emplois soit en diminution du fait de la substitution du capital au travail et de la restructuration des appareils de production, soit juridiquement précaires de par les nouveaux modes de gestion de la main-d'œuvre. L'équité commande donc de veiller à ce que — sur le segment secondaire du marché du travail où leurs handicaps multiples les placent en majorité — les jeunes étrangers ne soient pas l'objet d'une discrimination supplémentaire résultant de dispositions réglementaires.

A tous les stades de la recherche, il est apparu que la médiocre connaissance de la langue du pays hôte contribuait à inférioriser la situation des migrants de la seconde génération avant et après leur insertion dans la vie active: au cours de la scolarisation et de la formation, lors du choix d'une orientation ou d'une filière à suivre pour rechercher un emploi. L'effort pour aider les jeunes étrangers à le surmonter devrait être poursuivi et amplifié sans d'ailleurs qu'il y ait contradiction avec l'apprentissage de la langue maternelle. Toutes les expériences, suédoises notamment, ont montré qu'une parfaite maîtrise de celle-ci facilite l'acquisition de la langue du pays d'accueil. En outre, la connaissance des deux langues rend plus effective la liberté de choix entre le maintien dans le pays de résidence et le retour dans le pays d'origine des parents.

En dernier lieu, ce rapport qui a analysé la situation de la seconde génération de migrants dans les pays hôtes devrait, tout en conservant la même approche économique, être complété par un examen de leur situation après le retour dans le pays d'origine des parents. En effet, ces mouvements de retour — qui d'ailleurs se sont produits de tout temps et qui constituent l'une des sorties possibles de la chaîne migratoire — bien qu'ils n'aient vraisemblablement plus l'ampleur observée juste après la crise de 1974, ont entraîné le départ de nombreux travailleurs et de leur famille. Dès lors, il semble que soit justifiée une étude précise des conditions de réinsertion dans l'appareil de formation et dans la vie professionnelle des jeunes qui avaient suivi leurs parents durant l'expatriation ou qui sont nés à l'étranger.

IMMIGRATI IN ITALIA: IL PUNTO



L'Italia, tradizionale paese esportatore di manodopera, registra da circa un decennio un fenomeno atipico nella sua storia, l'immigrazione proveniente dai paesi del Terzo Mondo dell'Africa e dell'Asia. La molla che spinge gli immigrati ad abbandonare il paese d'origine è la miseria prodotta da un'economia di sussistenza, non di rado la guerra civile e la persecuzione politica e religiosa o più semplicemente il desiderio di superare il blocco delle iscrizioni nelle università locali.

La cifra cui si può fare riferimento per una valutazione quantitativa del fenomeno è quella delle cinquecentomila unità. Questo dato tuttavia ha una valenza approssimativa per le condizioni di clandestinità della maggioranza dei lavoratori di colore. Il carattere di illegalità e sfruttamento è anzi la connotazione essenziale del fenomeno che rischia di generare pericolose tensioni nel tessuto sociale italiano.

Iniziato intorno agli anni '70 con poche migliaia di ragazze immigrate per svolgere l'attività di collaboratrici domestiche, il fenomeno si è andato intensificando, specie negli ultimi tre anni. Alle donne di colore si sono aggiunti i mariti, i fratelli e i parenti secondo una logica che ricorda il tradizionale esodo italiano, in cui la struttura parentale giocò un ruolo rilevante nello sviluppo interno del fenomeno.

Lavorano come manovali nell'edilizia o nelle attività pescherecce (i tunisini di Mazara del Vallo), come operai nelle fonderie (egiziani in Emilia), come lavapiatti e camerieri negli alberghi e collaboratori domestici. Poi ci sono gli ambulanti e i marittimi. Si tratta in sostanza di quei settori meno protetti e remunerati che la manodopera italiana tende a rifiutare.

Lo squilibrio fra domanda e offerta per le crescenti aspirazioni dei giovani ad un lavoro qualificato e redditizio è infatti uno dei motivi d'incremento dell'immigrazione di colore nel nostro paese, insieme all'incidenza del costo del lavoro, come è stato sottolineato dal Sottosegretario agli Esteri Della Briotta al Comitato europeo dei lavoratori emigrati il 25 ottobre.

Sulla natura del fenomeno, che sta sollecitando l'attenzione di tutte le forze politico-sociali, si continua a discutere. Per l'area socialista, che sottolinea la

portata europea dell'immigrazione dal Terzo Mondo, il fenomeno risponde alla logica e alle ragioni oggettive del capitale, alla sua filosofia del massimo profitto. Questa tesi, basata sulla programmazione dell'immigrazione, è difficilmente confutabile se si considerano le modalità con cui vengono reclutati la maggioranza dei lavoratori di colore. Il caso delle colf straniere è, sotto questo aspetto, illuminante. Agenzie specializzate e dai sistemi discutibili si occupano di organizzare il viaggio e trovare loro un posto di lavoro. Tali intermediari pretendono forti somme dalle famiglie e dalle stesse ragazze, illuse dal miraggio di un lavoro qualificato inesistente.

La nuova realtà, fatta di orari pesanti, di stipendi irrisori e informata al ricatto della denuncia e del rimpatrio, trova comunque le colf di colore molto duttili. Il lavoro permette infatti di sfamarsi e persino di aiutare il proprio nucleo familiare nei paesi del sottosviluppo. Le organizzazioni del lavoro nero, sostenute da certa classe padronale, a cui la manodopera clandestina permette di risparmiare forti somme coll'evasione del pagamento delle previdenze e la connivenza degli stessi lavoratori di colore costretti al silenzio per ottenere un'occupazione qualsiasi, incrementano gli utili indisturbate, specie in alcune città come Milano e Roma. La metropoli lombarda che conta 50 mila immigrati è anzi divenuta la sede di un centro di smistamento di manodopera a buon mercato contro il quale la polizia sembra impotente.

In un paese come il nostro che chiede la tutela dei diritti umani e civili per gli emigrati all'estero, la condizione di sfruttamento dei lavoratori di colore non è tollerabile. Per restituire dignità e certezza agli immigrati occorre far fronte al vuoto legislativo che proroga la clandestinità, superando il sistema delle circolari ministeriali tampone e il disegno di legge 694, improntato a criteri polizieschi. Una legge che affronta il problema degli immigrati solo in termini di «controllo degli stranieri» e di «maggiore incisività nell'azione repressiva», disinteressandosi di quanti vivono in Italia in posizione irregolare per quanto riguarda il permesso di soggiorno e il rapporto di lavoro intrattenuto, è assolutamente insufficiente, perchè si limita a penalizzare gli immigrati involontari responsabili e vittime della loro condizione.

Le problematiche inerenti il caso degli immigrati, anche in relazione alle necessarie strutture di supporto (case albergo, asili, ritrovi...), hanno comunque sollevato un diffuso senso di solidarietà e una piattaforma comune sulle ipotesi solutorie. La denuncia del disegno di legge governativo del 31 gennaio '80 e la richiesta di una sanatoria per regolare la posizione degli stranieri che vivono in Italia, è il punto di partenza di un'azione di più vasta portata, che impegna il mondo associativo e sindacale. L'obiettivo di fondo è l'elaborazione in sede governativa di una regolamentazione complessiva, che applichi la Convenzione 143 dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro sulle migrazioni clandestine, e la parità di trattamento dei lavoratori emigrati e che regoli l'accesso degli immigrati sulla base di accordi fondati su reciproci interessi e sulle esigenze del mercato del lavoro. La firma dell'accordo di sicurezza sociale fra l'Italia e la Repubblica di Capoverde alimenta la speranza che qualcosa si sta muovendo in questo senso.

La salvaguardia dei valori umani, sociali e culturali dei lavoratori passa dunque attraverso accordi sul piano multilaterale, bilaterale e interno, e attraverso la forza del sindacato e del libero associazionismo che devono funzionare da cassa di risonanza così da sollecitare l'accoglienza delle istanze degli immigrati. Sulla base delle proposte emanate dalla Federazione unitaria CGIL-CISL-UIL, il ministro del lavoro Foschi ha dato infatti disposizioni alla Direzione Generale competente per la elaborazione di un progetto di legge che superi le esclusive preoccupazioni di ordine pubblico puntando sulla piena tutela e parità dei diritti sociali e civili dei lavoratori immigrati.

Per una valutazione complessiva degli strumenti necessari alla soluzione del «caso immigrazione», non va dimenticato inoltre il potenziale apporto della stampa per la formazione di una coscienza solidale di base. A questa funzione solo quest'anno il giornalismo italiano sembra aver dato la risposta necessaria, sollevando il fenomeno dell'alveo della cronaca nera con il costante richiamo alle cause e alle drammatiche condizioni dell'immigrato. Approfondiremo presto questo argomento in uno dei prossimi numeri.

PENSIONI A POTENZA

6

Che sia improprio parlare di Mezzogiorno in termini indifferenziati è dimostrato anche da questo stralcio di analisi della diversa realtà offerta da due province appartenenti alla stessa Regione: la Basilicata, da sempre terra di forte esodo.

Sulla base di un esame quantitativo delle pensioni di invalidità e di vecchiaia erogate dall'INPS nella provincia di Potenza (Basilicata) e in particolare sulla base delle modalità dell'intervento dell'istituto, l'autore cerca di dimostrare come il rilevante flusso della spesa pubblica diretta nel Mezzogiorno (di cui l'INPS ha un posto di rilievo) abbia una valenza di tipo assistenziale che perpetua il sottosviluppo di alcune zone.

La proliferazione delle domande per la pensione di invalidità nella provincia di Potenza, dove esiste una situazione di sottoccupazione o occupazione precaria rilevabile dall'alto numero di addetti all'agricoltura mostra come le prestazioni INPS sostituiscano in pratica il reddito da lavoro mantenendo inalterato un rapporto di dipendenza dall'esterno.

Secondo l'ISTAT, la media degli occupati in agricoltura in Basilicata è stata nell'anno 1977 di 77.600 unità, su un totale di 219.700 occupati complessivamente in tutti i settori produttivi.

Ciò vuol dire che, nonostante il massiccio esodo dalle campagne che si è verificato negli ultimi venti anni, la media degli occupati agricoli in Basilicata è ancora altissima, essendo pari al 35% degli occupati in totale, rispetto ad una media nazionale che invece oscilla intorno al 14%. La differenza di 21 punti dimostra che in Basilicata risultano occupate in agricoltura circa 47.000 unità in più rispetto alla media nazionale.

In altri termini, stando a quest'ultima media, i lavoratori agricoli della Basilicata non dovrebbero superare il numero di 30/31.000 unità circa.

Il divario ovviamente appare più rimarchevole qualora il confronto venga fatto con le regioni del Centro-Nord ove l'aliquota degli occupati in agricoltura raggiunge appena il 9% dell'occupazione totale. Ma una certa distanza esiste anche rispetto alle stesse regioni meridionali la cui occupazione agricola, sebbene molto elevata, non supera tuttavia il 27% di quella totale.



Il 35% di occupati nel settore agricolo lavora in realtà in Basilicata, più che nelle altre regioni meridionali e ciò è indice di situazioni di sottoccupazione e di occupazione precaria, che rappresentano uno dei tratti essenziali dell'agricoltura lucana e che nell'ambito generale e complessivo delle forze di lavoro viene ad assumere un peso maggiore della stessa disoccupazione totale.

Ma anche sotto questo aspetto vi sono differenze notevoli tra le due province lucane; in quella di Potenza l'occupazione agricola copre un'aliquota pari addirittura al 38,05% di quella totale, sopravanzando di ben 8,29 punti la provincia di Matera la cui aliquota invece è pari al 29,76%.

Ma il divario tra le due province presenta dimensioni assai più ampie soprattutto dal punto di vista della produttività dell'attività agricola.

Il valore aggiunto per occupato in agricoltura conseguito in provincia di Potenza nell'anno 1977 è stato pari a meno della metà (43% circa) di quello raggiunto in provincia di Matera; al 39,7% di quello medio nazionale e addirittura al 30,5% del valore aggiunto conseguito nelle più ricche regioni del Centro-Nord!

Al contrario, il valore aggiunto per occupato in agricoltura in provincia di Matera è stato, sempre nel 1977, di po-

co inferiore (93%) a quello medio nazionale e pari al 71,4% di quello delle regioni del Centro-Nord.

Il valore aggiunto registrato in provincia di Matera per occupato è addirittura superiore a quello medio del Sud.

Ciò indubbiamente sottolinea che in provincia di Matera è presente una delle nuove e più sviluppate agricolture di tutto il Mezzogiorno con forte prevalenza, specialmente nella pianura del metapontino, di imprese capitalistiche che, sia pure con gravi difficoltà, si ispirano a criteri di razionalità nel definire le linee del loro sviluppo e sono comunque inserite nei meccanismi del mercato.

Al contrario, l'attività agricola della provincia di Potenza, la cui superficie è interessata quasi per il 90% da territorio montuoso, sembra caratterizzarsi, più che in ogni altra provincia meridionale, per un eccesso di manodopera largamente sottoccupata e per una scarsissima produttività, dovuta alla presenza di piccole e medie aziende prevalentemente a carattere contadino, con base aziendale inadeguata, se non addirittura antieconomica, la cui attività produttiva è scarsamente finalizzata al mercato, essendo invece diretta prevalentemente all'autoconsumo.

Tutto ciò è alla base di quello squilibrio, in provincia di Potenza, tra occupazione

e formazione delle risorse che ha dato origine al già rilevato continuo esodo dalle campagne nonché al rilevante flusso di spesa pubblica che, specialmente negli anni più recenti, è stato canalizzato in tutto il Mezzogiorno con il compito di integrare e sostenere il reddito insufficiente e di attenuare le tensioni sul mercato del lavoro.

A tale ultimo riguardo, un posto di rilievo spetta ai trasferimenti sociali e pensionistici che hanno assunto dimensioni particolarmente rilevanti proprio in provincia di Potenza dove le prestazioni dell'INPS, che coprono gran parte dei trasferimenti sociali e pensionistici, hanno assunto infatti una importanza via via crescente.

Nel 1978 l'INPS ha erogato complessivamente in provincia di Potenza la somma di lire 172 miliardi circa, di cui 144 miliardi per il pagamento delle rate di pensione e 28 miliardi per il pagamento delle prestazioni non pensionistiche quali assegni familiari, indennità di disoccupazione, integrazioni salariali, ecc.

Tenuto conto che nello stesso anno 1978 sono state prodotte risorse per 992 miliardi circa (valore aggiunto totale), ne consegue che le prestazioni INPS hanno raggiunto in tale anno il 17,3% di dette risorse, pari a oltre 400.000 lire per abitante (in provincia di Matera il rapporto è stato dell'8,4%).

Ma non è tanto l'aspetto quantitativo a caratterizzare l'intervento dell'INPS in provincia di Potenza, quanto piuttosto le modalità, attraverso le quali si dispiega, che testimoniano della natura assistenziale dell'intervento stesso più che in altre zone d'Italia e del Mezzogiorno in particolare. Tali modalità con-

sistono da un lato nel fatto che il tipo di prestazione che viene prevalentemente, se non esclusivamente, richiesto e concesso è costituito dalla pensione di invalidità e, dall'altro, nel macroscopico squilibrio tra l'ammontare complessivo delle contribuzioni riscosse e quello delle prestazioni erogate.

Dalla tabella risulta in maniera assai evidente che mentre nel Nord-Italia le pensioni di vecchiaia prevalgono su quelle di invalidità, nel Centro, soprattutto nel Sud-Italia, il rapporto risulta capovolto con prevalenza delle pensioni di invalidità.

Una delle punte più alte di tale capovolgimento si riscontra proprio in provincia di Potenza ove le pensioni di invalidità rappresentano il 73% quasi di tutte le pensioni in pagamento e il rapporto tra pensioni di invalidità e pensioni di vecchiaia annovera ben 533 delle prime per ogni cento delle seconde.

Punte ancora più alte si riscontrano in taluni comuni della provincia, come Cancellara, Filiano, San Fede, Picerno, Atella e altri ancora, in cui l'aliquota delle pensioni di invalidità è addirittura superiore all'80% di tutte le pensioni in pagamento nei comuni stessi e il rapporto tra pensionati di invalidità e pensionati di vecchiaia è di 10 a uno.

D'altra parte, se si osserva l'andamento delle domande di pensione che vengono annualmente presentate alla sede dell'INPS di Potenza, si scopre che solo il 4% di esse sono domande di pensione di vecchiaia, l'80% sono domande di pensione di invalidità e il rimanente 16% è costituito da domande di pensione di reversibilità, indirette, ecc.

Nell'anno 1979, per esempio, su un to-

tale di 11.568 domande di pensione presentate, solo 504 sono state di vecchiaia a fronte di 9.288 di invalidità, con un rapporto pertanto di uno a diciotto.

Completamente diversa la situazione di Matera dove il rapporto di cui trattasi è contrassegnato da una domanda di pensione di vecchiaia per ogni due di invalidità.

Nell'anno 1979, infatti, all'INPS di Matera sono state presentate 1.356 domande di pensione di vecchiaia e anzianità (quasi il triplo di quelle che sono state presentate all'INPS di Potenza, dove peraltro le domande di pensione di anzianità sono, per i motivi che si cercherà di chiarire più avanti, pressoché sconosciute) di contro a 2.640 domande di pensione di invalidità.

Nel complesso, i vari indici concernenti i pensionati della provincia di Matera si discostano nettamente da quelli della provincia di Potenza per avvicinarsi, in modo assai sorprendente, a quelli delle più sviluppate regioni del Centro-Italia. Ciò conferma che il Meridione non costituisce, oggi, un tutto unico.

Lo sviluppo e il cambiamento che, specie negli ultimi anni, ha investito l'Italia meridionale ha introdotto pure profonde differenziazioni fra zone e zone, anche facenti parte di una medesima regione.

Ad aree più avanzate che si sono sviluppate, per lo più nei territori generalmente dominati da pianure irrigue, si contrappongono vastissime sacche di arretratezza coincidenti, in massima parte, con le cosiddette aree interne che sono andate incontro invece ad un generale processo di decadimento.

Pensioni vigenti al 31.12.1978

Circoscrizioni territoriali	Numero pensioni			%	N. pensioni invalidità × 100 di vecchiaia	Numero pensionati × 100 unità di popolazione	
	Invalidità	Vecchiaia	TOTALE (compresi superstiti)			Invalidità	TOTALE
Potenza	74.482	14.541	106.540	72,7	532,9	18,7	25,7
Matera	19.444	10.248	35.700	54,4	189,7	9,5	17,5
Sud	2.124.915	785.777	3.517.095	60,4	270,4	10,5	17,5
Centro	1.156.021	614.305	2.149.356	53,8	188,8	10,6	19,8
Nord	2.005.980	2.662.708	5.967.196	33,6	75,3	7,8	23,1
ITALIA	5.286.916	4.069.790	11.633.647	45,4	130,1	9,3	20,5

È in questo quadro certamente che prende avvio e si sviluppa la proliferazione delle pensioni di invalidità, il cui carattere assistenziale è rilevabile non tanto dalla loro intrinseca numerosità, quanto piuttosto dallo squilibrato rapporto tra di esse e le pensioni di vecchiaia le quali, come si è detto poc'anzi, assumono, in zone come la provincia di Potenza, un peso e una dimensione quasi trascurabile. Proprio il contrario di quanto avviene nelle più ricche regioni del Nord.

Quali le ragioni di tale differenza?

Per rispondere a tale domanda bisogna partire dalla considerazione che la pensione di vecchiaia (per ottenere la quale occorre il versamento di almeno 15 anni di contributi all'INPS, oltre l'età di 60 anni per gli uomini e 55 per le donne) e ancor più la pensione di anzianità (per ottenere la quale occorrono addirittura 35 anni di effettivi contributi versati) presuppongono necessariamente un quadro occupazionale ampio e diffuso con una buona dose di stabilità, in cui i vari soggetti possono avvalersi, durante tutto l'arco della vita lavorativa, di continue possibilità di occupazione, sufficientemente garantite dal punto di vista assicurativo e previdenziale, onde permettere un regolare e costante afflusso di versamenti contributivi all'INPS per l'accredito sul conto individuale di ognuno di essi.

Quando invece il quadro occupazionale è contrassegnato, come in provincia di Potenza, da una cronica insufficienza di posti di lavoro stabili e da precarietà e irregolarità occupazionali (si pensi a quanto si è già accennato in merito alla sottoccupazione esistente in tale provincia, in modo particolare nel settore agricolo) con conseguente grave discontinuità e carenza di versamenti previdenziali, allora la pensione di invalidità (per ottenere la quale occorre far valere solamente cinque anni di versamenti all'INPS) diventa, fatalmente, la via prevalente per accedere ai trattamenti pensionistici erogati dall'INPS, essendo le altre precluse o assai compromesse.

Si può dunque affermare che la proliferazione delle pensioni di invalidità deriva soprattutto da carenze di versamenti previdenziali conseguenti a gravi insufficienze e irregolarità occupazionali. D'altra parte, sono proprio tali insufficienze e irregolarità occupazionali a costituire, a loro volta, la molla principale che spinge a ricercare nella pensione di invalidità un reddito sostitutivo o integrativo di quello derivante da attività



lavorativa. Dando luogo, in definitiva, a un circolo vizioso che prende le mosse da una situazione ambientale estremamente carente, come quella appunto della provincia di Potenza, che è una delle province italiane con il più basso reddito pro-capite.

La proliferazione delle pensioni di invalidità, quando essa assume le dimensioni cui si è accennato, produce effetti devastanti e distorsioni notevoli sulle stesse strutture previdenziali, ostacolando il regolare e corretto funzionamento.

Infatti essa dilata in maniera abnorme le spese connesse all'accertamento della invalidità pensionabile nonché il peso e la dimensione del contenzioso sia amministrativo che giudiziario.

Si pensi a tale riguardo che quasi il 70% delle decisioni di rigetto delle domande di pensione assunte dall'INPS di Potenza vengono impugnate con regolare ricorso al Magistrato; a Matera invece la percentuale è appena del 9%.

Solo per il pagamento delle perizie mediche, disposte dal giudice, nonché degli onorari ai procuratori e agli avvocati (che la legge pone a carico dell'INPS, anche in caso di soccombenza del ricorrente, ad eccezione dei giudizi temerari), la sede di Potenza dell'Istituto spende una somma che si aggira intorno al miliardo di lire all'anno. A Matera se ne spendono, invece, solo 40 milioni circa.

È facile immaginare perciò la quantità di interessi professionali e non e il conseguente «giro di affari» che ruota attorno a tale proliferazione e quanto, in definitiva, quest'ultima si dilati e prenda alimento proprio da quelli.

Ma, a parte ciò, la più grave di tutte le distorsioni è certamente quella che

emerge dal forte squilibrio tra l'impor- to complessivo dei contributi riscossi e quello delle prestazioni erogate dall'INPS in provincia di Potenza.

Nell'anno 1978, a fronte di una somma di 24 miliardi e 245 milioni riscossi per contributi (al netto delle somme che hanno formato oggetto di sgravi contributivi in favore delle aziende industriali e artigiane per effetto delle agevolazioni previste per i territori del Mezzogiorno d'Italia), sono state erogate prestazioni per complessivi 171 miliardi e 700 milioni di lire, con un saldo negativo di ben 147 miliardi e 455 milioni. Vale a dire che per ogni cento lire di contributi riscossi, sono state erogate 710 lire per prestazioni!

Trattasi di una divaricazione enorme che si traduce in una massa ingentissima di trasferimenti che sommata a quella proveniente da tutti gli altri interventi pubblici — particolarmente consistenti, com'è noto, nella provincia di cui trattasi — raggiunge una dimensione non inferiore al 40 per cento del prodotto lordo interno della provincia medesima!

È questo il segno più evidente di una economia in larga parte di sussistenza, nonché il sintomo della dipendenza di tale provincia da un flusso cospicuo di risorse provenienti dall'estero.

Tale dipendenza dà luogo ad una condizione parassitaria come modalità di sopravvivenza, con conseguenze nefaste su tutta quanta la vita sociale, economica e culturale dell'intera provincia.

Concezio Gerardi

(da *Rassegna dell'Economia Lucana*, n. 5, settembre-ottobre 1980)



CULTURA EMIGRAZIONE

Per lungo tempo l'emigrazione fu considerata come una inevitabile calamità, quando non si riconobbe all'italiano una specie di vocazione a divenire cittadino del mondo, con buona fortuna per chi parte e per coloro che restano. Ma negli ultimi decenni si andò prendendo coscienza della evitabilità di un tale destino e si è cominciato anche a fare previsioni: «Verrà un giorno — si dice e si scrive — che non dovremo più partire». Di recente poi questa previsione o sogno cominciò ad andare più oltre, tanto che si va ora ripetendo con sempre maggiore insistenza che verrà anche il giorno in cui, come disse Silone, «si potrà tornare a farci il pane in casa». Il ritorno, prospettiva impensabile ai tempi del «Partono i bastimenti», oggi figura nei discorsi e nei progetti di tanti emigrati, per cui i sociologi vanno aggiornando le statistiche e ampliando i relativi specchietti, mentre i politici mostrano o fingono di mostrare interesse e preoccupazione. C'è anche chi parla di psicosi, di dati gonfiati, di falso allarme. Fatto sta che, a dispetto di ogni crisi (e che sia ben fatto o meno è un altro discorso) l'inversione di tendenza è arrivata al punto che, da alcuni anni, coloro che rientrano in Italia sono più numerosi di coloro che espatriano.

Di questo sogno o progetto oggi si fa interprete anche il cinema. Lo scorso dicembre, alla rassegna «Cinema e Mezzogiorno» tenutasi a Lecce con il patrocinio del Ministero dello Spettacolo e della Regione Puglia, fu premiato il

film «Ritorno a casa» di Nino Jacuzzo, un emigrato italiano in Svizzera. A questa rassegna internazionale il film di Jacuzzo fu presentato dalla stessa Federazione Elvetica e, una volta tanto, non crediamo che gli svizzeri con questo intendessero facilitare un'azione di espulsione della manodopera straniera.

In questi tempi poi sta facendo il giro delle sale cinematografiche il film di Pasquale Squitieri «Razza Selvaggia», presentato alla Mostra di Venezia nella rassegna «Controcampo italiano». Il film sviluppa lo stesso soggetto che Mario Merola ha recitato recentemente su un palcoscenico milanese e romano, riscuotendo un clamoroso successo specialmente fra gli immigrati. Si tratta del consueto tema della delusione che il meridionale prova nei centri industriali del Nord, descritti come bolge di frenesia, di sfruttamento e di malavita; per cui egli sente il bisogno o addirittura il dovere di far ritorno nel suo ridente e umanissimo Sud.

Il film di Squitieri apparve (alcuni giorni prima del terremoto) in coincidenza con un dibattito giornalistico (protagonisti *Il Corriere della Sera* e *Il Mattino* di Napoli) sulla opportunità o meno per un napoletano emigrato di rientrare nella sua città allo scopo di concorrere a risanarne e risollevarne le sorti. La miccia della discussione fu accesa da una scorbatica ed efficace espressione di Eduardo De Filippo: «Se volete fare qualcosa, *'a Napule futevenne*». De Filippo, durante uno spettacolo al Quirino

RITORNO A CASA

9

di Roma, nel fare al pubblico il resoconto della sua azione di solidarietà a favore dei terremotati, ebbe una frase forte contro la «sua» Napoli, per cui fu contestato pubblicamente da un gruppo di spettatori napoletani. Ma lasciamo De Filippo e il dibattito che non si è ancora spento (e che meriterebbe un diverso e più ampio spazio), ritorniamo al film «Razza selvaggia». Il colonnista del *Corriere della Sera* tacciò il film di ingenuità. Le abbondanti cronache sulla malavita napoletana dovrebbero cioè una volta tanto far svanire le illusioni del meridionale di Torino o Milano, poiché, se in queste città ci sono innumerevoli guai, a Napoli e a Palermo la situazione è ancora peggiore. Il critico dell'*Avvenire* non dubitò di definire il film manicheo e retorico e la descrizione delle condizioni dell'immigrato a Torino piuttosto sommaria e poco aggiornata. A nostro giudizio quella che potrebbe sembrare una facilonza radicalizzazione o esasperazione di un dramma che a tutt'oggi avrebbe assunto altre dimensioni e tinte (non saremmo più cioè al «Rocco e i suoi fratelli» di venti anni fa), è invece il tipico linguaggio melodrammatico popolare come quello delle citate sceneggiature di Merola e delle vecchie canzoni napoletane. Oggi «Lacreme napoletane» esalta ancora le folle e gli stessi immigrati la cui promozione sociale ha rasserenato alquanto la loro esistenza e quella dei loro figli. Giusto o errato, sorpassato o meno, è il tema di sempre, un dramma grave e fosco con al centro il suo eroe, ieri il *buono Rocco* e oggi l'*amico Mario*. Di fronte ai propri gravi e insolubili drammi, l'emigrato finisce per rimpiangere l'idealizzata terra di origine. Per lui il Nord è preferibile solo a patto che il vantaggio che offre sia rilevante; ma se al Nord si trovano gli stessi guai del Sud, è meglio starsene ad affrontarli a casa propria. È l'irrazionalità dell'emigrato (e quindi non del regista) così come è irrazionale, nei terremotati di oggi, l'ostinato attaccamento alla propria terra e il rifiuto di lasciare la propria contrada disastata per i confortevoli alberghi della costa amalfitana. Se si vuole cogliere con realismo la vita e i sentimenti degli emigrati, non si può non tener conto di questa irrazionalità che sul palco o sullo schermo finisce per trasformarsi in ingenua e lacrimosa romanza. Per questo motivo, oltre che per i pregi tecnici, il film di Squitieri merita di essere visto.

Umberto Marin

NON SORRIDA,
PREGO!
ALTRIMENTI NON
RENDE IL "VISSUTO"!



CRONACA PARLAMENTARE

Sotir Introna

10 Sul piano finanziario, il Parlamento ha approvato l'esercizio provvisorio per il quadrimestre gennaio-aprile 1981, assieme alla Legge finanziaria con i tagli per l'anno 1981.

Con le sedute nella settimana precedente il Natale (20 dicembre) le due Camere e relative Giunte e Commissioni hanno chiuso l'annata legislativa 1980.

ATTIVITÀ DELLE COMMISSIONI

Commissione Affari Esteri- Emigrazione

Tra il 26 novembre ed il 18 dicembre la III Commissione (Affari Esteri) ha trattato i seguenti argomenti.

Disegni di legge:

Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato (legge finanziaria) (2037);

Bilancio di previsione dello Stato per l'anno finanziario 1981 e bilancio pluriennale per il triennio 1981-1983. Tabella 6: Stato di previsione della spesa del Ministero degli Affari Esteri (2036) *Rendiconto generale dell'Amministrazione dello Stato per l'esercizio finanziario 1979* (1833); (Parere alla V Commissione).

Finanziamento della partecipazione italiana alla riunione di Madrid sulla sicurezza e cooperazione europea, che avrà inizio il 9 settembre 1980 (1865) (Parere della V Commissione).

(Discussione ed approvazione con modificazioni).

Ratifica ed esecuzione dello scambio di note tra la Repubblica di Malta e la Repubblica italiana, firmato il 15 settembre 1980 a La Valletta e a Roma (2020) (Parere della I, della V e della VIII Commissione).

(Esame e conclusione)

Reggiani (PSD) Norme per il trattamento di quiescenza del personale del ruolo affari albanesi del Ministero degli Affari Esteri, dispensato dal servizio in applicazione del decreto legislativo luogotenenziale 30 novembre 1944, n. 427 (1855) (Parere della I e della V Commissione).

(Esame e richiesta di trasferimento alla sede legislativa).

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione fra la Repubblica Italiana e la Repubblica greca sulla protezione dell'ambiente marino del Mar Jonio e delle sue zone costiere, firmato a Roma il 6 marzo 1979 (1969) (Parere della I, della II, della V, della X, della XII e della XIV Commissione).

Tornando al lavoro della Commissione, ricorderemo che, in sede legislativa, ha discusso ed approvato il Disegno di legge: *Stanziamenti aggiuntivi per l'aiuto pubblico a favore dei paesi in via di sviluppo* (Approvato dalla III Commissione della Camera e modificato dal Senato) (1795-B) (Parere della V Commissione). (Discussione ed approvazione).

Aniasi (PSI) ed altri: *Concessione di un contributo annuale al Servizio sociale internazionale - Sezione italiana - con sede in Roma* (712) (Parere della V Commissione) (Esame e richiesta di trasferimento alla sede legislativa).

Approvazione ed esecuzione dello scambio di note tra il Governo italiano e l'Agenzia internazionale per l'energia atomica [AIEA], concernente i contributi al finanziamento del Centro internazionale di fisica teorica di Trieste effettuato a Vienna il 22 gennaio e l'8 giugno 1978 (approvato dalla Camera e modificato dal Senato) (1099-B) (Parere della V Commissione). (Esame e conclusione).

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa alla istituzione di un sistema di registrazione dei testamenti, firmata a Basilea il 16 maggio 1972 (Approvato dalla Camera e modificato dal Senato) (682-B) (Parere della I Commissione). (Esame e rinvio)

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea per la repressione del terrorismo, aperta alla firma a Strasburgo il 17 gennaio 1977 (1021) (Parere della I e della II Commissione).

Ratifica ed esecuzione dell'accordo relativo all'applicazione della convenzione tra gli Stati membri delle Comunità europee, firmato a Dublino il 4 dicembre 1979 (1970) (Parere della I e della II Commissione). (Rinvio del seguito dell'esame).

ALTRE COMMISSIONI

Commissione Lavoro e Previdenza Sociale (XIII)

Disegni di legge:

- Almirante (MSI-DN) ed altri: *Estensione del trattamento di pensione sociale ai cittadini italiani residenti all'estero* [155] [Parere della III e della V Commissione].

- Boffardi Ines (DC) ed altri: *Modifica alle leggi 27 luglio 1967, n. 658 e 22 febbraio 1973, n. 27, sulla previdenza marinara* (647) (Parere della V e della X Commissione).

- Carelli (DC) ed altri: *Riscatto del lavoro svolto all'estero ai fini pensionistici ed assicurativi da cittadini italiani profughi dai paesi africani e ricostituzione nell'assicurazione italiana delle posizioni assicurative trasferite all'INAS Libico e di quelle sottoposte al regime di sicurezza sociale in Tunisia* (747) (Parere della III, della V e della VI Commissione).

SENATO

La Commissione Affari Esteri (III) con l'intervento del sottosegretario per gli affari esteri, Della Briotta, esamina in sede referente, il DDL: *Ratifica ed esecuzione della seconda Convenzione in materia di cooperazione commerciale, industriale, finanziaria e tecnica fra gli Stati membri della CEE ed il Consiglio delle Comunità europee, da una parte, e gli Stati ACP, dall'altra, con Protocolli, Atto finale ed Allegati, e dell'Accordo fra gli Stati membri della CECA e gli Stati ACP relativo ai prodotti di competenza della CECA, firmati a Lomè il 21 ottobre 1979, nonché degli Accordi interni relativi ai provvedimenti da prendere ed alle procedure da seguire per l'applicazione della predetta seconda Convenzione ed ai finanziamenti ed alla gestione degli aiuti della Comunità, firmati a Bruxelles il 20 novembre 1979* (1121), approvato dalla Camera dei deputati.

La Commissione dà quindi mandato al relatore di riferire favorevolmente all'Assemblea, autorizzando la richiesta della procedura prevista dall'articolo 77, secondo comma, del Regolamento.

Passati poi all'esame dei DDL: *Ratifica ed esecuzione dello Scambio di Note tra l'Italia e la Jugoslavia per la proroga al 31 dicembre 1979 dell'Accordo di Pesca firmato a Belgrado il 15 giugno 1973* (1123), approvato dalla camera dei deputati (Esame), e quello in sede deliberante del DDL: *Concessione di un contributo annuo statale a favore della Maison de l'Italie della città universitaria di Parigi* (1172), d'iniziativa dei deputati Salvi ed altri, approvato dalla Camera dei deputati, viene espresso parere favorevole all'Assemblea per il primo ed approvato il secondo nel suo complesso.

me

ATTUALITA' EMIGRAZIONE

GIORNATA DI STUDIO DEI
MISSIONARI ITALIANI IN SVIZZERA
SULLA INIZIATIVA «ESSERE
SOLIDALI»

Relazione di Rolf Geiser, segretario
della «Mitenand' Initiative» (MI)

Quanto mi fu chiesto di venire a Olten, non aspettai un secondo ad accettare l'invito. L'appoggio degli stranieri alla MI per me è altrettanto importante quanto l'appoggio degli svizzeri. È oltremodo significativo per il mio lavoro alla MI che si rilevi da parte degli stranieri come con la nostra iniziativa non perseguiamo un qualsivoglia obiettivo politico o dogmatico, ma con le nostre richieste veniamo a rispondere a sentiti bisogni di migliaia di persone.

Mi fa veramente piacere poter prendere parte a questa giornata e avere l'occasione di parlare della MI. Voi, al contrario di me, siete continuamente in contatto diretto con i lavoratori italiani emigrati e con le loro famiglie. Ne conoscete i problemi come forse nessun altro.

La MI viene a modificare in maniera sostanziale le condizioni di vita degli stranieri in Svizzera. Ma le rivendicazioni della MI non tengono conto solo degli interessi e dei bisogni degli stranieri. Come cittadino di questo Paese sono profondamente convinto che noi svizzeri ne traiamo altrettanto vantaggio. In definitiva la MI ha come scopo una buona convivenza tra tutti gli abitanti di questo Paese, siano essi svizzeri o stranieri. Essa persegue l'integrazione di una parte divenuta sempre più rilevante della popolazione svizzera, l'integrazione cioè di quelle persone che sono stranieri in questo Paese, che si sentono e sono sentiti come stranieri, benché già da decenni vi lavorino, vi abitino e vi crescano i propri figli.

Integrazione. Parlare da svizzero a missionari italiani sull'integrazione dei lavoratori stranieri non è senza rischi. Permettete che chiarisca che cosa significa «integrazione» per la MI. Per noi integrazione è la partecipazione attiva di ogni singolo straniero alla vita sociale nell'attuale contesto locale in cui si trova. Si basa sulla disponibilità degli



svizzeri ad accettare gli stranieri come persone (e non solo come lavoratori), e sulla disponibilità degli stranieri a non buttar via — detto simbolicamente — le loro valige, bensì a terminare di disfarle. L'integrazione in tal senso non ha niente a che fare con l'adattamento unilaterale e tanto meno con una «svizzerizzazione». Al contrario. Tale integrazione, tale coraggio di confrontarsi con un mondo estraneo è possibile per il singolo straniero solo partendo da una propria identità forte. Essa ha le radici nella cultura d'origine ed ha sempre bisogno dell'aggancio a questa.

So quanto grande è il contributo delle MCI in Svizzera per il mantenimento di questa identità; e vi assicuro che non considero affatto l'attività delle MCI come contraria all'integrazione. E soprattutto tale integrazione non si contrappone al desiderio profondamente sentito di quasi tutti gli italiani che vivono in Svizzera di poter, presto o tardi, ritornare in patria. Integrazione è in primo luogo anche la capacità di prendere parte alle comunità nelle quali si vive, di poter impegnarsi con successo per tutto quanto ci riguarda. Non sono queste le capacità che si rendono necessarie dopo il rientro, per essere a proprio agio anche in patria?

Siamo ben lungi in Svizzera dall'aver portato a termine una tale autentica integrazione tra la popolazione straniera e quella locale. Soprattutto mancano i presupposti anche nell'ambito giuridico. L'integrazione non è possibile quando sussiste una divisione della popolazione in persone con statuto giuridico differente. L'integrazione non è possibile senza che gli stranieri abbiano la sicurezza e la certezza di poter rimanere in questo Paese, anche in tempo di crisi economica. L'integrazione non è possibile senza la certezza di essere considerati dalla legge come persone alla stessa stregua dei locali. L'integrazione non è possibile quando vi è il giustificato sospetto che anche da un punto di vista giuridico, almeno in parte, si è considerati oggetto di una politica economica congiunturale di corte vedute.

Non si vuol misconoscere che nella nuova legge per gli stranieri (AuG) alcuni paragrafi abbiano eliminato i casi più macroscopici delle ingiustizie finora perpetrate. In numerosi casi la nuova legge assicura a singoli gruppi di stranieri una posizione giuridica migliore. Anche noi della MI ne prendiamo atto. Del resto sono miglioramenti che in buona parte sono da ricondursi a inter-

12 venti concreti e puntuali della comunità di lavoro Mitenand. Ma al Consiglio Federale e con esso all'Ufficio federale per le questioni concernenti gli stranieri, rappresentato dal Dr. Solari, bisogna obiettare con fermezza che la nuova legge per gli stranieri non è affatto una risposta alle richieste formulate nella MI.

Questa nuova legge non crea per nulla nuovi e migliori presupposti per una autentica e dignitosa integrazione! Nella legge dobbiamo denunciare con tutta decisione i seguenti punti:

— L'AuG mantiene il principio che almeno una parte degli stranieri che vivono tra noi, può essere fatta oggetto di una discutibile politica di mercato.

— L'AuG mantiene la divisione della popolazione straniera in persone con differente statuto giuridico (categorie). Ciò si pone come ostacolo alla solidarietà tra loro e soprattutto, lo si voglia o no, in tal modo si dà avallo alla fatale insicurezza degli stranieri circa la propria posizione giuridica.

— La sicurezza del soggiorno non è garantita a motivo della possibile espulsione per via amministrativa, ora come prima.

— L'AuG mantiene lo statuto del lavoratore stagionale. Così il nostro Stato dà la benedizione, sul piano giuridico, all'indegna pretesa da parte di determinati settori economici di sfruttare e approfittare in una forma chiaramente lesiva dei diritti umani, dei cittadini stranieri per salvaguardare miopi interessi economici. Tale statuto non riguarda solo i lavoratori stagionali! Riguarda tutti gli stranieri, che in Svizzera non hanno cercato solo lavoro, ma anche giustizia.

Così è la nuova, vecchia legge per gli stranieri. Come detto, approviamo ogni singolo miglioramento. Ma non se ne parla nemmeno che noi ritiriamo la nostra MI in base a tale controproposta. L'AuG è come un «meglio un uovo oggi che una gallina domani». Certo non ce lo lasciamo sfuggire senza motivo. Ma darci per soddisfatti, no!

Gli obiettivi sono giusti, le argomentazioni sane sono dalla nostra parte. Continuiamo a batterci, vogliamo di più.

Per meglio conseguire lo scopo di una vera integrazione dobbiamo attenerci alle rivendicazioni già note della MI, in tutto il loro tenore:

— Stranieri e svizzeri devono essere giuridicamente equiparati sotto ogni aspetto, e in particolare sul mercato del lavoro e nell'ambito della sicurezza sociale.

— Chi ha ricevuto un permesso di sog-

giorno, non può più essere espulso dalla Svizzera, a meno che non vi sia una sentenza del tribunale a causa di un delitto.

— Gli stranieri che hanno un lavoro stagionale devono avere gli stessi diritti degli altri stranieri, in particolare per quanto concerne il ricongiungimento familiare e il cambiamento del posto di lavoro. Basta con l'ingiusto e discriminatorio statuto del lavoratore stagionale.

— L'integrazione degli stranieri va promossa tramite un inquadramento giuridico senza cento «se» e «ma».

— La stabilizzazione della popolazione straniera va raggiunta contingentando l'immigrazione.

Cari amici, il 5 aprile di quest'anno la popolazione svizzera deve esprimere il suo giudizio su queste rivendicazioni. Esse furono formulate già nel 1973, nel bel mezzo della lotta contro le iniziative antistranieri di un James Schwarzenbach e di un Valentin Oehen. Esse ebbero un entusiastico appoggio da parte di quasi tutte le organizzazioni di questo Paese a carattere sociale, umanitario o cristiano.

Come forse vi ricordate, l'iniziativa fu anzitutto lanciata dal Movimento cattolico dei lavoratori (KAB, un'associazione simile alle ACLI). Il partito democristiano (CVP) e i sindacati cristiano-sociali l'appoggiarono in maniera determinante. Tra i primi firmatari sono anche da annoverare le associazioni delle donne, le commissioni delle Chiese per gli stranieri ed altre importanti organizzazioni politiche e umanitarie. I partiti di sinistra e i sindacati socialisti all'inizio rimasero scetticamente in disparte. Non poteva essere qualcosa di buono ciò che era nato in seno a queste organizzazioni cattoliche, di chiesa.

Da allora la situazione politica per la MI si è notevolmente cambiata. Già nel 1975 si dimostrò che non v'era nessun pericolo per i partiti dell'establishment da parte dei partiti xenofobi di Schwarzenbach e Oehen. Il cosiddetto inforestieramento lasciò il posto nella grande politica ad altri grossi titoli, prima alla protezione dell'ambiente, poi all'energia nucleare e naturalmente soprattutto alla subentrante recessione del 1974. Della MI invero continuavano a parlare solo coloro che si davano instancabilmente da fare per raccogliere firma su firma.

Le grandi organizzazioni sopracitate non hanno mai preso le distanze dalla iniziativa. Però quando risultò che con essa non c'era spazio per la grande politica, la lasciarono alle cure di pochi idealisti. Enorme fu lo stupore e in parte anche la rabbia, quando nel 1977 questi invece riuscirono finalmente a depositare l'iniziativa. Poco dopo il Consiglio Federale pubblicò il progetto della sua nuova legge per gli stranieri.

Erano state soprattutto persone della Mitenand che con un po' di fortuna pubblicitaria avevano richiamato l'attenzione dell'opinione pubblica sulla indegna e vergognosa politica degli stranieri portata avanti dalle nostre autorità. Esse denunciarono in particolare le direttive del BIGA e lo statuto dello stagionale. Soprattutto diedero corpo ad un nuovo tipo di argomentazioni. Misero un nuovo accento sulla rivendicazione di un mercato del lavoro unitario, che potesse fornire i presupposti per una fruttuosa solidarietà tra lavoratori svizzeri e stranieri. Anche i partiti di sinistra ed i sindacati socialisti riconobbero sempre più che la MI contiene rivendicazioni che in modo peculiare li concernono. I loro rappresentanti han-



no, più che legittimamente, fatto ingresso negli organi della Comunità di lavoro Mitenand, senza peraltro rimuovere il nucleo originale dei primi firmatari, come affermano i nostri oppositori.

Mentre numerose piccole e grandi organizzazioni cristiane si impegnano a fondo, ora come prima, per la MI, il rapporto con le Chiese a livello svizzero si è notevolmente raffreddato. Danno a intendere di trovarsi di fronte ad un dilemma. Indubbiamente esse sono completamente d'accordo con le finalità dell'iniziativa e riconoscono anche la buona volontà di noi che ne siamo i promotori. Ma da quando l'iniziativa è andata inevitabilmente a finire nel dibattito politico tra i partiti e altri gruppi potenti di questo Paese, si constata che il testo della nostra iniziativa presenta delle lacune giuridiche, che al momento non consentono alle Chiese di dare un chiaro appoggio alla MI. C'è purtroppo da temere che i vertici delle Chiese, una volta di più, subiscano l'intimidazione dal sostenere coraggiosamente le conseguenze giuridiche e politiche esigite inequivocabilmente dai principi cristiani e dall'etica sociale.

Chi sono i nostri avversari

Siamo decisamente avversati dalle associazioni degli imprenditori, soprattutto quelle del settore edilizio e alberghiero. Queste si batteranno con ogni mezzo per il mantenimento dello statuto del lavoratore stagionale. C'è da temere che all'uopo facciano ricorso anche alle argomentazioni xenofobe. Troveranno appoggio in quasi tutti gli ambienti dell'economia e nei partiti che rappresentano i loro interessi. E saranno sollecitate nel ricercare l'appoggio di quegli ambienti contro i quali si erano battute agli inizi degli anni 70, durante le votazioni sulle iniziative xenofobe. Fino a tal punto può giungere l'alta politica degli interessi.

Come sapete, la votazione sulla MI avrà luogo ancor prima che la legge per gli stranieri passi in dibattito al Consiglio degli Stati. Con ciò tutta una serie di organizzazioni - e prima fra tutte la CVP - vengono a trovarsi in una situazione delicata. Sono interessate ad una buona legge per gli stranieri, ma non per questo alla MI. Il risultato della votazione sulla MI influenzerà notevolmente la fase finale del dibattito sulla legge per gli stranieri. Per questo dovettero per motivi tattici dire di sì alla MI (o perlomeno non dire di no).

La Comunità di lavoro Mitenand è ben preparata per la campagna che sta per iniziare. La sua lotta è sostenuta da più di 70 membri collettivi e da circa 500 membri individuali in tutta la Svizzera. Sono già in azione circa 20 comitati regionali. Il finanziamento è in corso a pieno ritmo. Dal 1° gennaio abbiamo una segreteria in cui lavorano 5 persone impiegate a metà tempo e numerosi altri volontari. Sappiamo completamente dalla nostra parte il maggior partito della Svizzera, quello socialdemocratico con più di 1200 sezioni. Inoltre siamo sostenuti da almeno 5 grandi centrali sindacali. Innumerevoli impiegati di organizzazioni dipendenti dalle Chiese, di organizzazioni sociali e assistenziali si impegneranno a fondo per la nostra causa. Presso molti giornali, ma anche alla radio e alla televisione, possiamo contare sull'appoggio dei giornalisti.

In vista della campagna elettorale abbiamo buone speranze, ma quanto al risultato della votazione non ci facciamo illusioni. Una vittoria certo non è esclusa. Ma soprattutto vorrei farvi presente che la lotta per la MI ha obiettivi che consideriamo raggiunti anche qualora l'iniziativa venisse respinta dalla votazione. Essi sono raggiunti già prima ancora che la prima scheda di votazione sia deposta nell'urna. Quali sono questi obiettivi?

— Con la campagna per la MI la popolazione svizzera verrà, per la prima volta, a prendere conoscenza dei cardini di una politica progressista per gli stranieri.

— In seguito alla campagna verranno messi sul tappeto centinaia di problemi, piccoli e grossi, che hanno gli stranieri.

— La campagna per la Mitenand porterà unione tra tutte quelle forze di questo Paese che vogliono impegnarsi per una politica degli stranieri più umana. Già oggi siamo un grande movimento che comprende nella stessa misura svizzeri e stranieri, e che non andrà affatto in fumo dopo la votazione. Il testo dell'iniziativa, anche al di là della votazione, agirà come forza d'integrazione tra tutte queste organizzazioni così diverse politicamente e ideologicamente.

Concludendo, vorrei rifarmi alle osservazioni fatte all'inizio, cioè all'enorme importanza che ha il sostegno dell'iniziativa da parte degli stranieri e delle loro organizzazioni. Con questo appoggio viene messa in pratica l'integrazione, così come noi l'abbiamo intesa. Certamente vi sono degli svizzeri che

hanno paura di tutto ciò, e ve ne sono degli altri per i quali questo tipo di integrazione fornisce lo spunto per le loro parole d'ordine xenofobe. Ma io sono profondamente convinto che in questo Paese tutto ciò non rimarrà senza effetto, se i diretti interessati si batteranno in modo aperto e democratico per i loro intenti. La collaborazione degli stranieri nelle file della Mitenand è il migliore argomento contro una affermazione cattiva dei nostri avversari, e cioè che tutto ciò non interessa affatto gli stranieri.

Mi permetto di suggerirvi alcune possibilità per dare il vostro appoggio agli scopi della MI:

— Non dubitate di dare espressione a quello che i cattolici stranieri residenti in Svizzera si aspettano dalla loro Chiesa in riferimento alla Mitenand. Non fate nulla di intentato per influenzare la Conferenza episcopale nella sua presa di posizione sulla MI.

— Cercate anche di conquistare i vostri colleghi svizzeri e le loro parrocchie alla causa della Mitenand. Rendetevi disponibili per organizzare nelle parrocchie dibattiti e iniziative sul tema stranieri.

— Prendete contatto con svizzeri sensibili e chiedete loro che cosa eventualmente potrebbero fare per la MI.

— Partecipate all'azione prevista a livello nazionale dei «Mitenand-Gottesdienste». In tutte le città più importanti si celebrerà, in una domenica da stabilirsi, un servizio religioso ecumenico sul tema Mitenand. Un gruppo di lavoro composto di parroci svizzeri e stranieri elaborerà in merito proposte ed idee. Prendete già da ora contatto con parroci e preti svizzeri sensibili.

— Informate i vostri fedeli sulla MI. Incoraggiateli a collaborare nei comitati regionali e nella distribuzione del materiale di propaganda.

— Partecipate con apposite iniziative al finanziamento della nostra campagna: raccolta di denaro, vendita di distintivi, di manifesti, di palloncini. Perché no? una festa Mitenand il cui ricavato sia devoluto a favore della campagna di sensibilizzazione per la MI.

— Inviare un vostro rappresentante nei comitati regionali quasi ovunque esistenti.

Rolf Geiser
Segretario della MI

(trad. dal tedesco di T. Pozzi)

Documento dei Missionari italiani

Operatori pastorali

Consiglio Nazionale

dei Laici delle MCI su:

La votazione popolare sulla "Mitenand Initiative"

Olten 19.1.1981

L'immigrazione in Svizzera, dopo un periodo di estrema mobilità, durante gli anni '50 e '60 è entrata in una fase di accentuata stabilizzazione.

Anche la crisi economica del 74-76 che ha visto la diminuzione della manodopera straniera di circa 300.000 unità a causa dei rientri, ha accentuato d'altra parte la stabilizzazione e l'inserimento degli stranieri nel sistema economico elvetico.

Di fronte a questa realtà ci sembra importante passare da una politica protezionistica, quale è stata attuata sinora, ad una certa politica di partecipazione nei confronti degli stranieri.

Ora, a nostro giudizio, il disegno di Legge federale per gli stranieri risulta ancora in un'ottica di controllo e di limitazione della partecipazione degli emigrati: non viene tenuto presente, se non in minima parte, che l'avvenire comune, sia degli svizzeri che degli stranieri, dovrebbe essere l'obiettivo per gli anni futuri (cfr. Le sette tesi delle Chiese sulla politica verso gli stranieri: tesi n. 4).

Infatti nel disegno di legge gli stranieri vengono ancora visti come «forza lavoro», al servizio degli andamenti economici del mercato del lavoro e non come soggetti che possono contribuire e partecipare allo sviluppo globale della società elvetica.

Le innegabili aperture approvate dal Consiglio Nazionale, anche se positive rispetto al testo del progetto di legge approvato dal Consiglio degli Stati, non modificano sostanzialmente la politica nei confronti degli stranieri. Viene infatti mantenuta intatta la divisione artificiale del mercato del lavoro e non vengono previste misure concrete per la partecipazione degli immigrati.

Abbiamo infatti:

— una manodopera stabilizzata dopo i primi cinque anni che deve servire alla

economia elvetica in fase ormai avanzata di ristrutturazione;

— una manodopera instabile (annuali, stagionali, frontalieri, permessi limitati) che viene vista e mantenuta come volano congiunturale;

— il mantenimento dello statuto dello stagionale, come è anche risultato dalla discussione parlamentare, risulta il punto cruciale dell'asservimento della immigrazione all'economia;

— il discorso dell'integrazione nella società elvetica e della partecipazione degli emigrati ad essa risulta assente e viene comunque demandato ad iniziative settoriali e non strutturali per la società.

Ci sembra dunque che il disegno di Legge federale, anche dopo alcune modifiche positive del Consiglio Nazionale, non possa essere considerato una politica veramente «nuova» verso gli stranieri. Ed in questa nostra critica sostanziale vogliamo ribadire i principi evangelici della centralità della persona umana e condannare ogni asservimento ed ogni sfruttamento.

Le Missioni Cattoliche Italiane in Svizzera con questa presa di posizione si sentono nella linea della dottrina sociale della Chiesa e del Sinodo svizzero che ha apertamente condannato lo statuto del lavoratore stagionale, la divisione delle famiglie, l'asservimento economico degli emigrati ed ha invitato i cristiani ad essere elemento dinamico di trasformazione della società nel rispetto e nella valorizzazione della persona umana.

Per questi motivi esse vedono nell'iniziativa «ESSERE SOLIDALI» il concreto passo in avanti per una politica più umana verso gli stranieri.

«ESSERE SOLIDALI», concepita nel 1974 in un momento di ventate xenofobe e all'inizio della crisi economica, è nata in ambienti cattolici, fortemente influenzati dal clima nuovo del Sinodo

'72 ed ha sempre trovato negli ambienti cristiani i suoi appoggi e la volontà di andare avanti sia nella raccolta delle firme che nel proseguimento della campagna.

I principi basilari di «ESSERE SOLIDALI» ci sembrano essere la realizzazione concreta del pensiero delle Chiese che sono in Svizzera, proprio come concreta espressione di «centrare tutto in modo più rigoroso e globale sull'uomo come criterio essenziale dello sviluppo della comunità umana» (cfr. Le sette tesi delle Chiese sulla politica verso gli stranieri: tesi n. 5).

Proprio in quanto Missioni della Chiesa che è in Svizzera per gli immigrati italiani sentiamo di essere solidali con i nostri connazionali emigrati e con tutte le forze dell'associazionismo straniero che hanno aderito ad «ESSERE SOLIDALI» e vedono in essa un vero salto qualitativo nella politica verso gli stranieri.

Siamo pienamente convinti che lo straniero, una volta ammesso a lavorare ed a vivere in Svizzera debba poter usufruire di un permesso che non gli possa essere revocato per nessuna ragione di tipo amministrativo ed economico; siamo convinti che si debba oggi abolire lo statuto dello stagionale anche se ciò può comportare dei disguidi a livello economico, proprio perché i diritti dell'uomo sono più importanti dell'economia; siamo convinti che è giunta l'ora di progettare una legge che tenga conto della partecipazione degli immigrati alla vita della società nella quale vivono e della quale sono, in gran parte, artefici.

Per questo ci sembra importante ribadire, ed in modo ufficiale, che le Missioni Cattoliche Italiane appoggiano l'iniziativa popolare «ESSERE SOLIDALI» nella campagna per le votazioni federali del 4-5 aprile 1981.

Esse si mettono a disposizione della comunità di lavoro «ESSERE SOLIDALI» ed invitano i cattolici svizzeri a votare «SI» per «ESSERE SOLIDALI». Chiedono alla Conferenza episcopale e alle varie strutture della Chiesa cattolica che è in Svizzera di pronunciarsi ufficialmente a favore e di partecipare in modo costruttivo alla campagna in favore di «ESSERE SOLIDALI» in modo da sensibilizzare le comunità cristiane a votare favorevolmente. Ed in questo senso programmano una serie di interventi sia a livello nazionale che, soprattutto, a livello locale, in collaborazione con le Comunità di lavoro «ESSERE SOLIDALI» a tutti i livelli.

MATERIALE PER UNA DEFINIZIONE DI:

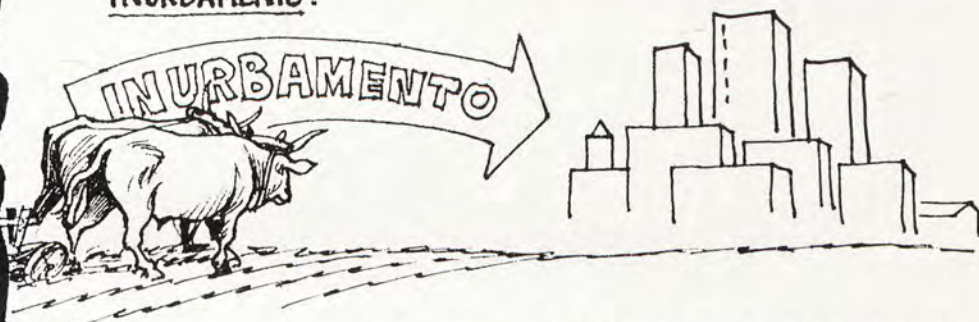
EMIGRAZIONE

SI DICE SPESSO CHE LA NOSTRA E' L'EPOCA DEI GRANDI MOVIMENTI DI POPOLAZIONE. INFATTI:

- LA GENTE E' ANDATA MUOVENDO SEMPRE PIU' DALLE CAMPAGNE VERSO LE CITTA':

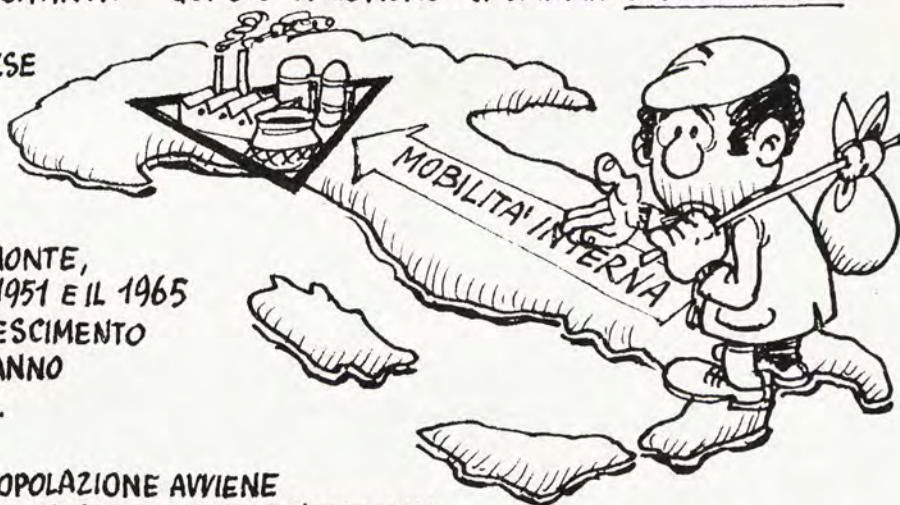
NEL 1800 APPENA L'1,7% DELLA POPOLAZIONE MONDIALE VIVEVA IN CITTA' CON PIU' DI 100.000 ABITANTI. NEL 1950 SI ERA GIA' ARRIVATI AL 13%.

NEL 1871 OGNI 100 ITALIANI 18 VIVEVANO NELLE CITTA' CAPO- LUOGO DI PROVINCIA; NEL 1971 ESSI ERANO DIVENTATI 34. QUESTO MOVIMENTO DALLA CAMPAGNA ALLA CITTA' SI CHIAMA INURBAMENTO.



- LA GENTE HA ABBANDONATO LE MONTAGNE E LE VALLATE ISOLATE PER SCENDERE VERSO LA PIANURA, DOVE HA CERCA- TO LAVORO E ABITAZIONE. TRA IL 1951 E IL 1961 BEN 79 COMUNI ITALIANI DI MONTAGNA SU 100 HANNO SUBITO L'ABBANDONO DEI LORO ABITANTI. QUESTO FENOMENO SI CHIAMA SPOPOLAMENTO.

- IN PARTICOLARE NEL NOSTRO PAESE LA GENTE DELLE REGIONI DEL MEZZOGIORNO, SOPRATTUTTO NEGLI ANNI '60, SI E' ANDATA SPOSTANDO VERSO L'AREA DEL TRIANGOLO INDUSTRIALE (PIEMONTE, LOMBARDIA, LIGURIA): TRA IL 1951 E IL 1965 QUEST'AREA HA AVUTO UN ACCRESCIMENTO DI BEN 113.000 PERSONE ALL'ANNO PER EFFETTO DEI NUOVI ARRIVI.



QUANDO IL MOVIMENTO DELLA POPOLAZIONE AVVIENE ENTRO I CONFINI DI UNO STATO SI PARLA DI MOBILITA' INTERNA.

COSI' PER QUANTO RIGUARDA L'ITALIA, BEN 25 MILIONI DI PERSONE HANNO CAMBIATO DI RESIDENZA NEL PERIODO TRA IL 1955 E IL 1970, TRASFERENDOSI DA UN COMUNE AD UN ALTRO E DA UNA RE- GIONE ALL'ALTRA: IN MEDIA PIU' DI UN MILIONE E MEZZO ALL'ANNO: UN PO' PIU' DELLA CITTA' DI BARI!



QUANDO IL MOVIMENTO DI POPOLAZIONE AVVIENE CON ALTRI STATI SI PARLA DI MOBILITA' INTERNAZIONALE:

SONO STATI PIU' DI 26 MILIONI GLI ITALIANI CHE HANNO LASCIATO IL NOSTRO PAESE IN CENT'ANNI (TRA IL 1876 E IL 1976) PER ANDARE IN ALTRE NAZIONI (L'EQUIVALENTE A QUASI META' DELLA POPOLAZIONE CHE L'ITALIA AVEVA AL CENSIMENTO DEL 1971).

GLI ESEMPI FIN QUI FATTI HANNO IN COMUNE UN ELEMENTO: IL CAMBIAMENTO DI RESIDENZA IN SEGUITO AD UNO SPOSTAMENTO PIU' O MENO GRANDE SUL TERRITORIO (DENTRO O FUORI DEL PROPRIO PAESE).

QUESTO ELEMENTO COMUNE SI CHIAMA MOBILITA' GEOGRAFICA.

MA PERCHE' LA GENTE SI MUOVE?

I MOTIVI SI POSSONO DIVIDERE IN DUE GRANDI CATEGORIE, A SECONDA CHE PROVENGANO - DA LIBERA SCELTA O - DA RAGIONI DI NECESSITA'

● IL TURISTA CHE SI RECA A VISITARE LONDRA O L'AMERICA O VA A FARE IL SAFARI IN AFRICA, IL MEDICO E L'INGEGNERE CHE SI VANNO A SPECIALIZZARE IN UNA UNIVERSITA' STRANIERA, LO STUDENTE CHE HA VINTO UNA BORSA DI STUDIO PER L'ESTERO, IL RAPPRESENTANTE DI UNA GRANDE IMPRESA INDUSTRIALE O COMMERCIALE CHE GIRA IL MONDO PER AFFARI, SONO TUTTI ESEMPI DI GENTE CHE SI MUOVE PER LIBERA SCELTA.



● I CONTADINI VENETI E LOMBARDI, SICILIANI E CALABRESI CHE, SUL FINIRE DEL SECOLO SCORSO, SONO ANDATI "A CERCAR FORTUNA" IN AMERICA (NELLE "FAZENDAS" BRASILIANE A COLTIVAR CAFFE' O A COSTRUIRE STRADE E FERROVIE NEGLI STATI UNITI), VOLEVANO SFUGGIRE LE CONDIZIONI DI MISERIA IN CUI VIVEVANO, ANDANDO A CERCARE ALTROVE PANE E LAVORO: ERANO COSTRETTI A MUOVERSI DALLA FAME E DALLA MANCANZA DI LAVORO.



PER SFUGGIRE LA MISERIA E LA DISOCCUPAZIONE SI SONO MOSSI VERSO IL TRIANGOLO INDUSTRIALE O SONO ANDATI A

